

Des opportunités intactes pour la production de denrées alimentaires en Suisse

Pour l'agriculture et l'industrie alimentaire suisses, la Politique agricole 2014–2017 (PA 14–17) constitue un cadre qui leur permet d'évoluer. Au vu de la baisse des prix des denrées alimentaires indigènes – suite à la libéralisation progressive du marché – et de l'augmentation des besoins au niveau mondial, il serait judicieux de prendre ses distances avec toute nouvelle velléité d'extensification. L'agriculture et l'industrie alimentaire suisses doivent au contraire être encouragées à utiliser le progrès technologique de manière à pouvoir augmenter de manière ciblée leur productivité, sans pour autant perdre de vue le haut niveau de qualité, le bien-être des animaux ainsi qu'une utilisation raisonnée des ressources. L'inscription du principe de souveraineté alimentaire dans la loi mérite d'être saluée. La stagnation de la production indigène de denrées alimentaires et l'augmentation constante de la population diminuent, en effet, régulièrement l'approvisionnement de notre pays.

Les denrées alimentaires produites en Suisse se heurtent, ces dernières années, à un environnement toujours plus difficile. L'arrivée sur le marché des «hard-discounters» allemands a d'abord accentué la pression sur les prix du commerce de détail. L'adoption du principe du Cassis-de-Dijon a, ensuite, facilité l'importation de produits bon marché depuis l'UE. La baisse des prix alimentaires s'est, dès lors, accélérée. À cela s'est ajouté le fort renchérissement du franc, avec pour corollaire une augmentation du tourisme d'achats. Depuis peu, le commerce de détail tente de se profiler en abaissant le prix de ses produits frais d'origine indigène, surtout les fruits et légumes. Cela n'est pas sans conséquences pour les producteurs et les transformateurs, puisque la pression se répercute sur les prix d'achat. Une concurrence impitoyable sévit depuis des années dans le secteur alimentaire, alors qu'à tous les niveaux, les marges sont plus faibles que dans d'autres branches économiques.

Les agriculteurs de notre pays subissent cette situation de plein fouet et ont le sentiment d'être pris en étau entre des marges en diminution et les possibilités restreintes dont ils disposent pour adapter leurs coûts de production et se conformer aux exigences du législateur et des consommateurs (PER, production bio et sous label, etc.). Les familles paysannes doivent donc systématiquement peser leurs décisions en matière d'investissements.

L'industrie de la transformation soutient la production suisse

L'analyse de l'évolution économique de l'agriculture et de l'industrie alimentaire est un des principaux mandats stratégiques de Fenaco (voir encadré 1). Il en résulte la



Martin Keller
Président de la direction
de fenaco à compter du
1^{er} juillet 2012, Berne



Hans Peter Kurzen
Responsable Communica-
tion d'entreprise fenaco,
Berne

conviction que les perspectives de l'agriculture suisse demeurent intactes. C'est ce qui la motive à consacrer chaque année la majeure partie d'un budget remarquable de plus de 200 millions de francs pour rénover ses entreprises de transformation de denrées alimentaires ainsi que pour commercialiser ses produits d'origine paysanne.

Le centre de transformation pour la viande fraîche de Bazenheid est opérationnel depuis 2011. Il appartient à Ernst Sutter SA, une entreprise affiliée à Fenaco, et démontre bien les priorités qui guident ces investissements: il s'agit d'améliorer les performances et de continuer à réduire les coûts de production à moyen terme, tout en maintenant une qualité et une traçabilité élevées. C'est ainsi que le secteur «Transformation carnée» de cinq sites de production, précédemment disséminés en Suisse orientale et centrale, a été regroupé à Bazenheid depuis quelques mois. Dans ce nouveau centre, des installations de désossage ultramodernes et gérées électroniquement contribuent à optimiser les conditions de travail du personnel et à améliorer les rendements. Les plus de 90 millions de francs investis accroissent les performances et la rentabilité du nouveau bâtiment, qui s'étend sur 170 mètres de long, 60 mètres de large et 40 mètres de haut, ce qui représente une taille respectable pour la Suisse. Dans le contexte actuel, cet investissement doit permettre à Ernst Sutter SA de devenir leader en matière de coûts pour la découpe de la viande.

Abaisser les coûts de production des sites de transformation

Là où les conditions-cadres politiques et économiques le permettent, Fenaco cherche à ce que ses coûts de production soient comparables à ceux qui prévalent dans les pays limitrophes. Il s'agit d'un objectif ambitieux sachant que les transformateurs suisses et européens ne luttent pas à armes égales. En Suisse, les entreprises de transformation ne bénéficient d'aucun subventionnement étatique, contrairement à ce qui est généralement le cas dans l'UE. En outre, le niveau élevé des prix du terrain et des salaires, de même que les restrictions en matière de construction et d'environnement renchérissement considérablement les investissements.



Photo: fenaco

L'amélioration de l'efficacité et la baisse des coûts sont indispensables pour demeurer compétitifs. Cela est valable pour l'exploitant comme pour les entreprises en amont et en aval, à l'égal de la Fenaco. En illustration: le centre de transformation carnée Suttero à Bazenheid.

Encadré 1

Fenaco – «natürlich nah, de la terre à la table»

Fenaco est une entreprise d'entraide moderne, organisée en coopérative et appartenant aux agriculteurs suisses. Elle est le résultat de la fusion, en 1993, de six fédérations de coopératives au bénéfice d'une tradition plus que centenaire. Fenaco joue un rôle important dans la production de denrées alimentaires suisses et dans son succès. Les 8700 collaborateurs de Fenaco génèrent un chiffre d'affaires d'environ 5,5 milliards de francs par année.

L'objectif prioritaire de Fenaco consiste à soutenir les agriculteurs dans le développement de leur entreprise. À travers le partenariat contractuel qui la lie avec ses coopératives agricoles (Landi), Fenaco approvisionne les agriculteurs en agents de production (semences, aliments, nutrition des plantes, machines agricoles, tracteurs etc.). Parallèlement, elle achète les denrées produites par les agriculteurs telles que les céréales, les oléagineux, les pommes de terre, le bétail de boucherie, les œufs, le maïs, les légumes, les fruits, les baies et les raisins. Dans ses entreprises industrielles, Fenaco transforme ces produits en de saines et délicieuses denrées alimentaires et autres boissons suisses. Elle les commercialise à travers les hôtels, les restaurants et, pour une grande partie, via des chaînes de commerce de détail réputées comme Coop et Migros, mais également à travers ses propres canaux de vente que sont Landi, Volg, «frisch-nah-günstig», TopShop et Visavis. Fenaco apporte ainsi les produits des agriculteurs suisses sur les étals des magasins, directement et en parfait état de fraîcheur.

1 FAO Statistical Yearbook 2010.

Des consommateurs très au fait de la qualité

Fenaco estime que les atouts de l'agriculture résident surtout dans la qualité et la sécurité des denrées alimentaires. Celles produites en Suisse sont saines et jouissent de la confiance des consommateurs, qui les considèrent comme particulièrement sûres. Selon l'étude effectuée en février 2011 par l'institut de recherche des marchés Link sur mandat de Coop et de la Société suisse de nutrition, 71% des personnes interrogées considèrent que les denrées alimentaires suisses sont plus sûres que celles qui sont importées. Seuls 29% des sondés jugent les produits importés comme aussi sûrs que les produits suisses. Ces chiffres s'expliquent certainement aussi par le fait que les consommateurs sont convaincus du professionnalisme et du sens des responsabilités de nos agriculteurs ainsi que des efforts auxquels ces derniers consentent dans le domaine de l'environnement. Les agriculteurs suisses jouissent d'un niveau de formation élevé et s'engagent activement pour le bien-être des animaux ainsi que pour la protection des eaux et du sol. Cet engagement, la proximité géographique avec les villes ainsi que les structures familiales de la paysannerie assurent à l'agriculture un bon soutien de la part de la population.

Les prix des denrées alimentaires sont majoritairement bien acceptés

Le niveau qualitatif élevé des denrées alimentaires produites en Suisse est particulièrement apprécié par les consommateurs. Comme l'a démontré une étude Isopublic

réalisée en octobre 2011 et commandée par Konsumentenforum, une organisation de protection des consommateurs allemande, seule une minorité de Suisses serait prête à accepter une qualité inférieure si cela se traduisait par des prix plus bas (note de 2,8 sur une échelle de 1 à 6). Les personnes sondées attestent par ailleurs que les denrées alimentaires indigènes sont de meilleure qualité que celles importées de l'UE. Selon l'interprétation faite par Konsumentenforum, «globalement, en Suisse, les prix des denrées alimentaires sont étonnamment bien acceptés».

Dans ce contexte, Fenaco conseille aux agriculteurs d'utiliser le progrès technologique de façon ciblée pour augmenter encore leur productivité et leur efficacité, tout en respectant la qualité, le bien-être des animaux et les ressources disponibles. Ces dernières années, l'agriculture et l'industrie alimentaire suisses ont prouvé et démontré de manière crédible, à l'aide de labels et d'appellations d'origine, qu'il était possible de résoudre ce conflit d'objectifs. Fenaco estime par ailleurs qu'en ce qui concerne les denrées alimentaires, l'agriculture suisse doit se tenir à l'écart du commerce international de masse. Cette production à bas prix correspond en effet à un tout autre type d'agriculture, où la production indigène de denrées alimentaires n'a que très peu de chances d'être compétitive, surtout en raison du mode de détention animale responsable pratiquée en Suisse, de la topographie ainsi que du prix élevé des terrains.

La souveraineté alimentaire doit être inscrite dans la loi

La prise en compte du principe de souveraineté alimentaire doit être considérée comme une innovation majeure dans le cadre de la législation qui découlera de la PA 2014-17. Cette mise en œuvre de l'initiative parlementaire Bourgeois, proposée par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N), contribuera à stopper la baisse inexorable du niveau d'auto-provisionnement. Selon les derniers chiffres de la FAO¹, la Suisse est un des plus gros importateurs nets de produits agricoles. Seuls quelques pays du Nord de l'Europe affichent des valeurs plus élevées.

Aujourd'hui, la Suisse couvre 50% de ses besoins alimentaires en faisant appel à l'étranger. L'avenir de ces importations dépendra largement de l'évolution sociale et économique de la population mondiale, dont on sait qu'elle désire manger toujours plus et mieux, mais également de la raréfaction progressive des ressources telles que l'eau et le sol ainsi que de la stabilité politique. ■